
PIERRE ASTIÉ
DOMINIQUE BREILLAT
CÉLINE HISCOCK-LAGEOT*

REPÈRES ÉTRANGERS

(1^{er} AVRIL – 30 JUIN 2000)

ALLEMAGNE

10 avril 2000 : **Partis politiques, CDU.** A la suite de la démission de Wolfgang Schäuble de la présidence de la CDU le 16 février, impliqué dans le financement illégal de son parti, les chrétiens-démocrates élisent une femme au poste de président. Au Congrès d'Essen, la secrétaire générale du parti, Angela Merkel, 45 ans, originaire de la RDA, fille de pasteur, divorcée, remariée après 17 ans d'union libre, ancien ministre de la Condition féminine, puis de l'Environnement d'Helmut Kohl, est élue avec 96 % des voix, un résultat digne de la RDA... Elle est la première femme à accéder à la présidence de l'un des deux grands partis allemands (*Le Figaro*, 11 avril 2000 ; *Libération*, 21 mars, 10 et 12 avril 2000 ; *Le Monde*, 19-20, 21, 24 mars et 12 avril 2000).

CONSEIL DE L'EUROPE

Avril 2000 : **Peine de mort.** La peine de mort finira peut-être par être éradiquée

en Europe, notamment en raison de l'action du Conseil de l'Europe. Le 4 avril, l'Albanie signe le 6^e protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme sur l'abolition de la peine de mort, tandis que, le même jour, l'Ukraine ratifie ce protocole qu'elle avait signé le 5 mai 1997. Le 13 avril, c'est la Géorgie qui ratifie à son tour le texte signé le 17 juin 1997. Enfin, le 14 avril, le Parlement polonais adopte la loi autorisant la ratification du protocole signé le 18 janvier 1999. Le nouveau Code pénal entré en vigueur le 1^{er} janvier 1998 abolit d'ailleurs la peine de mort (www.iep.univ-lyon2.fr/PdM). 171

ESPAGNE

5 avril 2000 : **Parlement.** Pour la première fois, deux femmes sont à la tête des deux chambres d'un parlement, fait unique en Europe. Luisa Fernanda Rudi, Parti populaire, 49 ans, maire de Saragosse, très populaire, est élue présidente du Congrès des députés par 329 voix sur 350. Esperanza Aguirre, Parti populaire,

* UMR 65-67, CECOJI, Université de Poitiers.

48 ans, ancienne ministre de la Culture, retrouve la présidence du Sénat avec 233 voix sur 259 (*Libération*, 6 avril 2000 ; *Le Monde*, 6 avril 2000).

26-27 avril 2000 : **Gouvernement**. José Maria Aznar, Premier ministre sortant, est investi par le Congrès par 202 voix contre 148 pour un deuxième mandat de quatre ans à la tête du gouvernement espagnol. Outre les 183 députés de son parti (Parti populaire, PP, centre-droit), les 15 députés nationalistes catalans de *Convergència i Unió* (CiU) et les 4 régionalistes des îles Canaries ont voté en faveur de José Maria Aznar. Les 125 députés socialistes (PSOE), les 8 communistes, les 8 nationalistes basques et les 7 élus des autres petits partis ont, en revanche, voté contre.

José Maria Aznar constitue un gouvernement de 16 membres, sans grande différence majeure avec l'ancienne équipe (*Le Figaro*, 27 avril 2000 ; *Le Monde*, 26 au 29 avril 2000 ; <http://www.klipsan.com>, 27 avril 2000).

ÉTATS-UNIS

16 mai 2000 : **All mail election**. Afin d'améliorer la participation, ainsi que pour des raisons économiques, la première élection conduite non pas dans des bureaux de vote mais exclusivement par courrier a lieu dans l'État d'Oregon. Les bulletins devaient être envoyés aux électeurs avant le 28 avril et retournés le 16 mai avant 20 heures pour être pris en compte.

C'est la première fois qu'un scrutin se déroule entièrement par courrier pour une élection fixée régulièrement (il y avait déjà eu des expériences pour des élections locales ou partielles).

Il y a deux ans, les Oregoniens avaient décidé d'abolir le traditionnel bureau de vote pour les élections dans l'ensemble de l'État en faveur du vote par correspondance.

La participation a été de 50 % contre 34,9 % en 1998 (*Libération*, 22 mai 2000 ; *Le Monde*, 18, 21-22 mai 2000 ; <http://www.klipsan.com>, 9, 17, 18 mai et 9 juin 2000).

26 juin 2000 : **Cour suprême**. La Cour considère (California Democratic Party *et al.* v. Jones, California Secretary of State) que les élections primaires qui permettent aux électeurs de voter pour les candidats de n'importe quel parti sont inconstitutionnelles car elles violent le droit des partis de contrôler leur propre destin. Par 7 voix contre 2, elle censure les systèmes de Californie, Alaska et Washington, mais admet celui de Louisiane, car cela ne joue que si aucun candidat n'obtient la majorité absolue au premier tour (*Libération*, 26 mai 2000 ; *Le Monde*, 23 juin 2000 ; *Washington Post*, 27 juin 2000 ; <http://www.klipsan.com>, 27 juin 2000 ; <http://supremecourt.findlaw.com/supreme.court>).

GRANDE-BRETAGNE

4 mai 2000 : **Élections locales, Londres**. 20 millions d'électeurs sur 43 millions étaient appelés aux urnes pour l'élection de 3 337 conseillers municipaux dans 152 municipalités, soit un tiers de tous les conseils municipaux.

Mais c'est le scrutin londonien qui est suivi avec le plus d'attention en raison de la mise en œuvre du nouveau statut de Londres et de la candidature, contre son parti, de Ken Livingstone (Ken le Rouge), exclu du Labour pour s'être

présenté en candidat indépendant contre Frank Dobson, 59 ans, ancien secrétaire à la Santé, soutenu par Tony Blair, désigné à la suite d'une procédure au caractère démocratique plus que douteux.

Ken Livingstone l'emporte largement même s'il n'atteint pas 50 % avec la première voix. Il recueille, outre des voix travaillistes, des votes protestataires. Steven Norris, 54 ans, ancien ouvrier des transports qui avait remplacé le millionnaire Jeffrey Archer, compromis dans un scandale, obtient 27,1 % sous les couleurs du Parti conservateur. Frank Dobson obtient un résultat très médiocre, qui atteint Tony Blair, avec 13,1 %, ne devant que de peu la libérale-démocrate Susan Kramer (11,9 %).

Avec la seconde préférence, Ken Livingstone obtient finalement 776 427 voix contre 564 137 à Steven Norris, soit 58 % contre 42 %.

Aux élections locales, le Labour perd 17 conseils locaux et en gagne 1, les

conservateurs en perdent 1 et en obtiennent 17, les libéraux-démocrates en perdent 3 et en gagnent 2.

La participation n'a été que de 33,65 % à Londres et 31 % dans le reste de l'Angleterre (*Libération*, 4, 5 mai 2000 ; *Le Monde*, 5, 7-8 mai 2000 ; *The Guardian* 9 mai et 20 juin 2000 ; *The Independent* 4, 29 avril, 5, 6, 9, 11, 13 et 25 mai, 9 et 21 juin 2000 ; *Courrier International* 30 mars, 11 mai et 21 juin 2000 ; <http://www.klipsan.com>, 5 mai 2000 ; www.new.bbc.co.uk/hi/english/static ; et ci-dessus Jacques Leruez, « L'élection du maire du Grand-Londres : 4 mai 2000 »).

173

GRÈCE

9 avril 2000 : **Élections législatives.** Anticipées de 6 mois, les élections confortent la majorité socialiste. Le PASOK (Parti socialiste) du Premier ministre Costas Simitis, 64 ans, au pou-

Élections législatives en Grèce

Électeurs inscrits	9 372 541
Votants	7 026 527 (74,97 %)
Nuls	111 397 (1,59 %)
Blancs	47 119 (0,67 %)
Suffrages exprimés	6 868 011

<i>Partis</i>	<i>Voix</i>	<i>%</i>	<i>Différence</i>	<i>Sièges</i>	<i>Différence</i>
PASOK (Mouvement socialiste panhellénique)	3 007 596	43,79	+ 2,30	158	-4
ND (Nouvelle Démocratie)	2 935 196	42,74	+4,62	125	+17
KKE (Parti communiste de Grèce)	379 454	5,52	-0,06	11	
Synaspismos (Coalition de gauche, socialiste)	219 880	3,20	-1,92	6	-4
DIKKI (Mouvement démocratique social)	184 598	2,69	-1,74	0	-9
Autres	106 287	2,07			

voir depuis 1993 (cf. *RE*, 69 et 80), obtient de justesse la victoire avec 43,79 % des suffrages exprimés et 158 sièges sur 300, favorisé par le mode de scrutin de la représentation proportionnelle renforcée, malgré une perte de 4 sièges. Il ne devance la Nouvelle Démocratie (ND, opposition de droite), dirigée par Costas Caramanlis, 44 ans, que d'un point (42,73 % et 128 députés).

Pour obtenir des sièges, les formations politiques doivent atteindre 3 % des suffrages exprimés. Un scrutin de liste complexe répartit les sièges aux niveaux local, régional et national. Les deux principales agglomérations (Athènes et Thessaloniki) élisent plus du tiers des députés de la « Voulé », parlement monocaméral. La représentation parlementaire, du fait de ce mode de ce scrutin, est le plus souvent bipolarisée : les deux grands partis, PASOK et ND obtiennent habituellement à eux seuls 80 % des suffrages (*Le Figaro*, 6, 8-9, 10, 11 avril 2000 ; *Libération*, 8-9, 10 et 11 avril 2000 ; *Le Monde*, 7, 9-10, 11, 13 et 14 avril ; <http://www.klipsan.com>, 6 et 12 avril ; <http://194.219.9.83/en>).

ITALIE

17 au 28 avril 2000 : **Gouvernement**. A la suite de la victoire de l'opposition aux élections régionales, le président du Conseil Massimo D'Alema (Démocrates de gauche), au pouvoir depuis le 23 octobre 1998, présente sa démission au président de la République, Carlo Azeglio Ciampi (cf. *RE*, 88 et 93). Le 26 avril, ce dernier charge Giuliano Amato, ministre du Trésor, surnommé « Dottore Sottile » (Docteur Subtil) de constituer le troisième gouvernement de la législature et le 59^e de l'après-guerre. Agé

de 62 ans, professeur de droit constitutionnel, socialiste, Amato a déjà participé à divers gouvernements et été président du Conseil de juin 1992 à avril 1993 (cf. *RE*, 63 et 66). Il constitue un gouvernement de centre gauche de 24 ministres et d'une cinquantaine de secrétaires d'État, regroupant les représentants de 9 formations de centre gauche. La principale composante de la majorité, les Démocrates de gauche, obtient 7 portefeuilles contre 4 aux « populaires », 3 aux « démocrates », 2 aux indépendants, 2 aux Verts, 2 aux communistes, 2 aux « UDeur », 1 aux socialistes et 1 au centriste Lamberto Dini.

C'est la photographie de l'équipe sortante, à ceci près qu'il est présidé par une autre personnalité.

Le gouvernement obtient la confiance de la chambre des députés par 319 voix contre 298. Il y a eu 5 abstentions. Le 3 mai, le Sénat accorde son soutien par 179 voix contre 112 et 2 abstentions (*Le Figaro*, 18, 20 au 22-23, 25, 27, 28-29 avril 2000 ; *Libération*, 20, 22-23, 26, 27, 29-30 avril-1^{er} mai 2000 ; *Le Monde*, 19 au 23-24, 26, 27, 30 avril-2 mai 2000 ; *Courrier International*, 2 avril 2000 ; www.klipsan.com, 1^{er} mai 2000).

21 mai 2000 : **Référendums**. Les 49 millions d'électeurs italiens ont été appelés à se prononcer sur 5 propositions d'abrogations législatives présentées par le parti radical et 2 par l'Alliance nationale (droite).

La plus importante des propositions portait sur l'abolition de l'élection du quart des députés à la représentation proportionnelle et la généralisation du scrutin majoritaire uninominal à un tour pour l'élection des 630 députés (11 637 524 oui – 82,0 % – contre 2 551 963 non – 18,0 %).

À l'origine, il y avait 22 questions, mais la Cour constitutionnelle en a écarté 15. Cette consultation se solde par un échec pour la majorité et tout particulièrement pour les Démocrates de gauche. En dépit du fait que le oui l'a largement emporté, à l'exception d'un cas, la participation (de 32 à 32,5 % selon les questions) n'a pas atteint le quorum nécessaire de 50 % des inscrits. La même situation s'était produite à propos de la modification de la loi électorale (*Le Figaro*, 20-21 au 23 mai 2000 ; *Libération*, 20-21 au 23 mai ; *Le Monde*, 11, 21-22, 23 mai 2000 ; *Courrier International*, 25 mai 2000 ; <http://www.klipsan.com>, 11 mai 2000 ; <http://cedweb.mininterno.it> ; 8 880/refer).

JAPON

1^{er} au 5 avril 2000 : **Premier ministre**. À la suite de l'embolie cérébrale du Premier ministre Keizo Obuchi, le 2 avril (il mourra le 14 mai), le gouvernement japonais de centre-droit, consti-

tué le 5 octobre 1999 (cf. *RE*, 93), démissionne. Après un intérim assuré par le secrétaire général et porte-parole du gouvernement Mikio Aoki, l'actuel secrétaire général du Parti libéral-démocrate (PLD), Yoshiro Mori, 62 ans, fidèle du Premier ministre frappé par la maladie, homme de conciliation et... rugbyman, est nommé 85^e Premier ministre du Japon. Il reconduit le cabinet de son prédécesseur à l'identique (*Le Figaro*, 5 et 6 avril 2000 ; *Libération*, 4, 6, 8-9 avril et 15 mai 2000 ; *Le Monde*, 4, 5, 9-10 avril et 16 mai 2000 ; *Courrier International*, 13 avril et 31 mai 2000).

175

25 juin 2000 : **Élections législatives**. À la suite de la dissolution de la Chambre basse le 2 juin, les élections législatives ont peu suscité l'intérêt des 101 millions d'électeurs, puisque le taux de participation a été de 62,5 %, soit guère plus qu'en 1996 (59,7 %).

La coalition au pouvoir, (Parti libéral-démocrate [PLD], parti bouddhiste Komeito et le petit parti conservateur),

Élections législatives au Japon

Votants 62,5 %
Suffrages exprimés 59 844 601 60 882 461

<i>Partis</i>	<i>Voix (r.p.)</i>	<i>%</i>	<i>Voix (circons.)</i>	<i>%</i>	<i>Sièges</i>
Parti libéral-démocrate	16 943 425	28,3	24 945 804	41,0	233
Parti démocratique	15 067 990	25,2	16 811 730	27,6	127
Komeito	7 762 032	13,0	1 231 750	31	
Parti communiste	6 719 016	11,2	7 352 842	12,1	20
Parti libéral	6 589 490	11,0	2 053 736	3,4	22
Parti social-démocrate	5 603 680	9,4	2 315 234	3,8	19
Parti conservateur	247 334	0,4	1 230 460	7	
Autres	4 737 162	7,8	911 634		21*

* dont 5 Parti des indépendants, 1 Ligue libérale et 15 sans-parti.

atteint péniblement la majorité des sièges à la Diète (271 sièges sur 480 soit 56 %) ; mais le recul de chacun des trois partis est sévère. Après 55 ans d'hégémonie presque ininterrompue, le PLD se voit infliger un sérieux avertissement (233 sièges contre 271 dans l'assemblée précédente). C'est un désaveu pour le nouveau Premier ministre. Les conservateurs de la coalition perdent 11 sièges comme le Komeito, formation de la secte Soka Gakkai. Le principal bénéficiaire du scrutin est le Parti démocrate de Yukio Hatoyama, né en 1993 de transfuges du PLD, qui a bénéficié d'un vote de protestation, passant de 95 à 127 élus. Les socialistes de M^{me} Takako Doi gagnent 5 sièges et le Parti libéral 4.

Le PLD ne dispose plus à lui seul de la majorité et devient tributaire de ses alliés (*Le Figaro*, 25 et 26 juin 2000 ; *Libéra-*

tion, 24-25 juin 2000 ; *Le Monde*, 3, 24 et 27 juin 2000 ; *Courrier International*, 29 juin 2000 ; <http://www.jcp.or.jp>).

RUSSIE

7 mai 2000 : **Premier ministre**. Nommé le 7 mai, Mikhaïl Kassianov, 42 ans, ancien ministre des Finances qui obtenu du Club de Paris l'annulation de 25 milliards de dettes de l'URSS, proche de Boris Berezovski, candidat de Vladimir Poutine au poste de Premier ministre, est investi à une large majorité par la Douma (325 voix contre 55 sur 446 députés). La plupart des groupes politiques ont soutenu cette nomination, les communistes divisant leurs voix (*Le Figaro*, 18 mai 2000 ; *Libération*, 8 et 17 mai 2000 ; *Le Monde*, 7-8, 9 et 19 mai 2000).